

CONDOLEEZZA RICE À ALGER

Sur fond de menaces terroristes

La visite de quelques heures qu'effectue aujourd'hui Condoleezza Rice à Alger se fera sous très haute surveillance.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - Et pour cause : la secrétaire d'Etat américaine est menacée de mort par Al-Qaïda qui exhorte ses lieutenants à saisir cette «occasion unique pour la tuer avant la fin de son mandat de secrétaire d'Etat». L'information a été confirmée par le site Intelligence Group, un centre américain chargé de surveiller les sites islamistes sur le net.

Ce dernier a indiqué avoir intercepté un message lancé sur un des sites d'Al-Qaïda au Maghreb islamique et dit «prendre très au sérieux» ces menaces qui interviennent quelques heures avant le début de la tournée maghrébine de Condoleezza Rice qui la mènera, après la Libye et la Tunisie, en Algérie et au Maroc.

A Alger, troisième escale de ce périple, la secrétaire d'Etat évoquera certainement avec le président de la République, la question de la lutte anti-terroriste. Les Etats-Unis, qui ont découvert en l'Algérie un partenaire «incontournable» en la matière, réaffirmeront certainement leur soutien «indéfectible»

à Alger. Condoleezza Rice avait donné le ton. Dans un message plein d'éloges, lu le 20 mai par l'ambassadeur des Etats-Unis à l'occasion de l'inauguration du nouveau siège de son ambassade à Alger, elle avait qualifié l'Algérie de «championne de la sécurité régionale et internationale», y voyant même «un leader reconnu en Afrique du Nord et au-delà». Au cours de sa courte visite, la secrétaire d'Etat tentera de réactiver l'initiative de partenariat au Moyen-Orient (MEPI), qui avait suscité beaucoup de réticences, et évoquera certainement la question du Sahara occidental. Selon un porte-parole du département américain, «M^{me} Rice devrait évoquer en Algérie le dossier des Algériens détenus à Guantanamo et en Irak, notamment ceux qui ont été internés en Irak et en Afghanistan avant de se retrouver dans la prison de la base américaine à Cuba.

Elle va soulever également la question des droits de l'homme en Libye ainsi que dans les autres pays de l'Afrique du Nord, à savoir la Tunisie, l'Algérie et le



Photo: New Press

Renforcer les relations bilatérales.

Maroc». Soucieux de conforter leur position en matière d'échanges économiques, les Etats-Unis, qui voient d'un mauvais œil l'offensive chinoise et européenne au Maghreb, tentent de se replacer en tant que partenaire et de profiter des opportunités qu'offre le marché algérien. Selon les derniers chiffres communiqués par l'ambassade des Etats-Unis en Algérie, les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et

l'Algérie atteignent les 20 milliards par an et sont dominés par le domaine énergétique. Plusieurs sociétés américaines sont en effet implantées en Algérie, principalement dans le secteur gazier et pétrolier.

Une situation qui a longtemps irrité la partie algérienne qui souhaiterait développer un partenariat plus diversifié qui pourrait permettre à l'Algérie de profiter du capital expérience des entreprises américaines. **N. I.**

TIZI-OUZOU

Al-Qaïda frappée à la tête

Les forces de sécurité ont asséné un coup très dur, mercredi soir, au sommet de l'organisation terroriste El-Qaïda au Maghreb, en éliminant le conseiller militaire de Droudkel, «l'émir» national de l'ex-GSPC, reconverti en ramification locale du terrorisme islamique international.

Il s'agit, selon plusieurs sources concordantes, d'un dénommé Selami, originaire des Issers, qui a été repéré par les forces de sécurité sur le territoire de la commune de Tadmaït, à 20 km à l'ouest de Tizi-Ouzou, entre Draâ Ben Khedda et Naciria, au pied de Sidi-Ali Bouneb, l'un des monts forestiers prisés par les hordes terroristes pour les possibilités de repli et les facilités de transit qu'il offre vers d'autres repaires

terroristes, situés au sud et au nord de Tizi-Ouzou et même vers les wilayas voisines.

Ces régions fortement boisées, à l'habitat épars, peu ou pas du tout couvertes par les forces de sécurité, offrent aux terroristes, notamment depuis le désarmement des Patriotes et des GLD, des facilités de mouvement et de séjours suffisamment prolongés pour se refaire une santé, en attendant les ordres de

la hiérarchie et l'élaboration d'autres plans macabres par leurs chefs sanguinaires.

Contre ces hordes qui dressent des faux barages, rackettent les commerçants, kidnappent des entrepreneurs, sèment la terreur parmi la population, des citoyens désarmés, instruits par la mésaventure des Patriotes et des GLD, ne peuvent rien ou pas grand-chose. Ils n'ont même plus confiance pour signaler la présence menaçante de terroristes aux alentours de leurs villages.

Le désormais ex-conseiller militaire de Droudkel aurait été repéré par les services de sécurité en compagnie,

au moins, de deux autres sanguinaires, qui auraient réussi à prendre la fuite à la faveur de l'accrochage, abandonnant leur acolyte, Selami.

Sur son cadavre, on a récupéré un kalachnikov, des minutions, un portable et, semble-t-il aussi, des documents de l'organisation criminelle.

Certaines sources pensent que le conseiller de «l'émir» national se serait détaché du groupe encerclé dans la forêt d'Aït-Yahia Moussa, réussissant, avec ses acolytes, à franchir le cordon dressé, le 1^{er} de ce mois, par les forces de l'ordre autour d'une dizaine de terroristes

dans ces lieux limitrophes de Sidi-Ali Bouneb. Si c'est le cas, ce conseiller en sales besognes n'aura pas été bien loin car la vigilance des forces de sécurité de Tadmaït, où se trouvent l'armée, la gendarmerie et la police, a mis un terme à sa science macabre et à sa course, visant le plus grand nombre de victimes innocentes.

Ce natif des Issers, qui, de par sa fonction au sein de ces hordes d'assassins, n'est pas étranger au carnage devant l'Ecole des officiers de la Gendarmerie nationale de la même localité, vient de payer tous ses actes criminels.

B. T.

BOUIRA

Mort accidentelle d'un sexagénaire lors d'une embuscade militaire

Hier, aux environs de 5 heures du matin, les forces de l'ANP qui étaient embusquées depuis la veille au lieu-dit Mergueb, situé dans la commune de Aïn Turk, à 10 kilomètres au nord-ouest de Bouira, ont tué un citoyen âgé d'une

soixantaine d'années, apprend-on de sources concordantes.

D'après les informations recueillies de la localité, le citoyen, A.T. âgé de plus de 60 ans qui se dirigeait vers le marché hebdomadaire de Bouira, était surpris par les appels des

militaires embusqués dans les parages. Pris de panique, il a pris la fuite en refusant d'obtempérer aux ordres et c'est alors que les militaires avaient ouvert le feu sur lui le blessant mortellement. Quelques heures plus tard, une ambulance de la

Protection civile s'était déplacée sur les lieux pour évacuer la dépouille mortelle du défunt vers l'hôpital de Bouira pour les formules d'usage, avant de le transporter vers son domicile situé non loin du lieu du drame. **H. M.**

ESSAIS NUCLÉAIRES FRANÇAIS À REGGANE

Les victimes algériennes seront-elles indemnisées un jour ?

Un ancien soldat français, André Geneix, âgé de 72 ans, irradié en 1962 lors des essais nucléaires souterrains dans le Sahara algérien, vient de remporter la bataille judiciaire dans laquelle il s'était engagé contre l'Etat français, condamné à lui verser une pension d'invalidité.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - L'Etat français a été condamné en appel à «payer une pension pour invalidité à André Geneix, ancien soldat irradié en 1962 lors d'un essai nucléaire souterrain dans le Sahara algérien», selon l'AFP.

Cette décision a été rendue jeudi dernier par la cour régionale des pensions militaires de Nancy. Le taux d'invalidité de 40% d'André Geneix lui «ouvre droit à une pension pour invalidité», ajoute l'AFP.

«C'est la quinzième ou la vingtième fois qu'une décision est favorable à un militaire ou à un civil en poste durant les essais nucléaires français en Algérie (1960-66) ou en Polynésie (1966-96)», s'est félicité le vice-président de l'Association des victimes des essais nucléaires (Aven), Michel Verger, qui compte plus de 3 200 adhérents. Il est à noter qu'André Geneix a entamé ses démarches en novembre 2000.

En janvier 2005, le tribunal départemental des pensions de Meurthe-et-Moselle avait rejeté sa demande, indique l'AFP. Il a fait donc appel et a réussi à prouver que ce sont les irradiations subies lors des essais nucléaires de Reggane de 1962 qui sont à l'origine de sa maladie. Ces essais avaient été effectués entre 1960 et 1966, avant que l'Algérie n'exige leur arrêt dans le cadre des accords d'Evian, qui offrent à l'Algérie son indépendance le 5 juillet 1962.

Pour rappel, pas moins de dix-sept essais aériens ont été conduits dans le Sahara algérien par les Français. Selon l'Aven, cité par l'AFP, environ 150 000 personnes ont participé au programme nucléaire français dans le Sahara et le Pacifique.

De nombreux Algériens avaient été touchés par les irradiations causées par la fuite des nuages radioactifs des conduites souterraines ayant abrité ces essais.

Devant les difficultés rencontrées par les anciens soldats français, victimes de ces irradiations, à faire valoir leur droit à une pension, peut-on espérer un jour que les victimes algériennes seront, elles aussi, indemnisées ? Autrement dit, ces batailles judiciaires qui sont engagées par les soldats français, aidés par l'Aven, qui demandent à ce qu'un fonds d'indemnisation soit créé, sont-elles un prélude à une reconnaissance des victimes algériennes et leur indemnisation par l'Etat français qui essaye de nier les méfaits de ses essais nucléaires en Algérie ?

L. M.